

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1736 - 17 décembre 1992 - 3,50 F

D 1736 EL SALVADOR: ESPOIR RÉEL DE PACIFICATION

L'application du calendrier prévu par l'accord de paix du 16 janvier 1992, entre le gouvernement salvadorien et le Front Farabundo Marti de libération nationale (FMLN), est passée par des hauts et des bas dès l'entrée en vigueur des accords (cf. DIAL D 1708). Au 30 juin néanmoins, avec quatre mois de retard, des étapes décisives avaient été franchies:

- concentration définitive, sur des positions préétablies, des forces de l'armée et de celles du FMLN;
- dissolution de la garde nationale et de la police des finances, après abrogation par le Parlement des lois portant création de ces corps de répression;
- approbation par le Parlement de la loi portant création de la nouvelle Police nationale civile, sous dépendance du ministère de l'intérieur;
- désarmement et démobilisation des premiers 1686 guérilleros (sur quelque 8000).

Mais la deuxième phase de pacification allait buter sur l'épuration au sein de l'armée et sur la réduction de ses effectifs, violemment refusées par les milieux d'extrême-droite. Ce qui allait entraîner, en réplique, le refus du FMLN de procéder à sa démobilisation totale prévue pour le 31 octobre 1992. Sur médiation de l'ONU, cette date butoir était reportée au 15 décembre suivant.

Une nouvelle tension naissait le 30 novembre, suite à la publication par une commission d'enquête, d'une liste de 223 officiers accusés de violations graves des droits de l'homme. Le désarmement du FMLN n'en continuait pas moins.

Ci-dessous analyse de la situation parue dans *Carta a las Iglesias* du 31 octobre 1992.

Note DIAL

PROROGATION DU DÉLAI DE DÉMOBILISATION, MENACES CONTRE LA PAIX ET DÉMILITARISATION

(Intertitres de DIAL)

La dernière quinzaine d'octobre s'est caractérisée par de sérieuses menaces contre le respect des accords. Cela a tenu non seulement aux difficultés inhérentes à la nécessaire prorogation du délai fixé initialement au 31 octobre, aux menaces de rupture du cessez-le-feu tant directement par l'armée qu'indirectement par les escadrons de la mort; cela a tenu également au fait de la remise en cause de la démilitarisation du pays par le biais de l'épuration dans les milieux militaires, de la réduction de leurs effectifs et de leur démocratisation.

La campagne de la droite, menée par des groupes extrémistes, s'en tenait mordicus au 31 octobre comme date butoir concernant le seul désarmement du FMLN. La volonté de la droite était en effet de maintenir en l'état les forces armées et leurs bataillons de lutte anti-insurrectionnelle, en particulier le bataillon Atlacatl qui est responsable de nombreuses violations des droits de l'homme et de massacres comme celui d'El Mozote, le 11 décembre 1981 (1), et celui des jésuites, le 16 novembre 1989 (2).

(1) Cf. DIAL D 765 et 1568 (NdT).

(2) Cf. DIAL D 1444 et autres (NdT).

Le calendrier prévu, au 31 octobre, était impossible à tenir aussi bien pour ce qui est de la réintégration du FMLN à la vie civile qu'en ce qui concerne l'accès à la terre pour les démobilisés des deux armées, la légalisation du FMLN comme parti politique, et les nombreuses modifications légales et constitutionnelles prévues par les accords.

Cela n'empêchait cependant pas la droite, par la voix de Calderón Sol et du vice-président Merino, de menacer le FMLN de poursuites judiciaires et militaires s'il ne se démobilisait pas pour le 31 octobre. A cette menace gouvernementale publique se sont aussitôt, curieusement et pas par hasard, jointes d'autres voix. D'une part, il s'agissait de groupes "civiques" fantômes de l'extrême-droite tels que la "Croisade pour le pain et le travail", le "Mouvement pour la paix", etc.; et d'autre part c'étaient les déclarations du groupe clandestin d'extrême-droite, le "Commando Maximiliano Hernández Martínez" (3), qui menaçait de s'en prendre aux dirigeants du FMLN, aux personnalités d'ONUSAL (4) et aux journalistes favorables à la pacification.

Dans cet état de choses, le président Cristiani, cédant aux pressions de la droite, a déclaré devant les assises de son parti au cours d'une rencontre nationale qu'il n'accepterait jamais aucune proposition de prorogation du calendrier, quand bien même ce serait une initiative du secrétaire général de l'ONU.

(Le contentieux)

Les principales difficultés que le processus de paix cause à la droite sont de deux ordres. **Structurellement**, c'est l'attribution de terres prévue par l'accord de paix et qui implique un changement non négligeable, encore que non profond, du régime de tenure de la terre. **Conjoncturellement**, il s'agit de la légalisation du FMLN comme parti politique, à laquelle le gouvernement s'est toujours opposé et qu'il a toujours retardée; il s'agit également de l'épuration de l'armée, en ce qui concerne tant la démobilisation des bataillons de lutte anti-insurrectionnelle et la réduction des effectifs, que les mutations recommandées par la commission ad hoc après évaluation des officiers et des chefs de l'armée.

Les solutions au problème agraire proposées par l'ONU ont été pratiquement acceptées par les parties dans la première quinzaine d'octobre. Le plan est prévu en trois phases, la première prenant effet au 31 octobre avec les terres qui dépassent les limites constitutionnelles de superficie, la troisième commençant en janvier 1993 et portant sur 45.000 bénéficiaires civils et démobilisés des deux armées.

Quelques jours plus tard, l'ONU a fait sa proposition de report de la date critique du calendrier. Auparavant, des conversations au sommet avaient eu lieu sous l'égide des pays amis du secrétaire général. Dans ce cadre, Schafik Handal avait rencontré le président Cristiani à l'ambassade d'Espagne. Suite à l'évidence du report de calendrier exigé par la réalité des faits, Cristiani s'est trouvé devant l'alternative d'être soit le président de la paix soit l'otage des pressions de l'extrême-droite. Cristiani n'a accepté qu'indirectement le changement de calendrier, et il y a pourtant contribué en se refusant, sur pressions de l'extrême droite, à la démobilisation du bataillon Atlacatl normalement prévue pour le mois d'août.

La proposition du secrétaire général de l'ONU prévoyait le report au 15 décembre de la date d'application des accords concernant la reconversion des combattants du FMLN à la vie civile, la réduction des effectifs de l'armée, l'attribution de terres et les modifications politico-juridiques prévues par les accords de paix. Le FMLN a accepté la proposition de l'ONU tout en faisant savoir qu'il n'était pas

(3) Cf. DIAL D 1578 (NdT). (4) Observateurs de l'ONU en El Salvador, au titre de l'accord de paix du 16 janvier 1992 (cf. DIAL D 1660) (NdT).

entièrement satisfait et qu'il conditionnait son acceptation à celle de la partie gouvernementale pour ce qui la concernait. Le gouvernement est resté silencieux dans les jours qui ont suivi; le président de la République a même annulé son habituelle conférence de presse du lundi. Tandis que l'envoyé de Cristiani répondait à New-York au secrétaire général de l'ONU, le président annonçait qu'il s'adresserait à la nation le 28 octobre pour donner la position de son gouvernement.

En termes généraux, le message de Cristiani à la nation s'est caractérisé par son ambiguïté. Il a déclaré, d'un côté, qu'il acceptait le report de calendrier proposé par l'ONU et, de l'autre, il a annoncé la suspension totale de l'application des accords portant sur la réduction et l'épuration des forces armées tant que le FMLN n'aurait pas procédé à sa démobilisation totale et détruit ses armes. En même temps qu'il se disait en faveur de la paix, il se refusait à démobiliser et à épurer les forces armées. Ces deux points qui concernent l'armée sont effectivement, pour la partie gouvernementale, les points fondamentaux de l'accord de paix et de démobilisation. Ainsi, Cristiani acceptait en parole le report de calendrier mais mettait en fait des obstacles réels à la pacification. L'ONU y a cependant vu un espoir de parvenir à la paix. D'où sa décision d'envoyer une nouvelle fois Marrack Goulding et Alvaro de Soto, ce dernier ayant été le principal médiateur de négociations entre le FMLN et le gouvernement avant les accords de paix.

(Rumeurs de coup d'Etat)

Les deux reports de calendrier provoqués par le blocage du processus au cours de l'année, en dépit des difficultés normales en la matière, ont permis d'aller de l'avant. Il n'en reste pas moins que, cette fois-ci, l'extrême-droite fait montre de son obstination à défendre l'armée en s'opposant à son épuration et en faisant obstacle à la légalisation du FMLN comme parti politique. Les rumeurs de coup d'Etat contre Cristiani n'ont pas manqué tout au long de cette période. Les milieux de l'oligarchie et de l'armée qui se sont toujours opposés à la démilitarisation et à la démocratisation du pays restent probablement disposés à jouer **le tout ou rien** dans cette affaire.

Même si les obstacles et les menaces sont toujours là, les négociations entre le gouvernement et le FMLN ont repris, avec la médiation de Goulding et de Soto. En signe de sa disposition à accepter le nouveau calendrier, le FMLN a procédé à une nouvelle démobilisation de 20% au 30 octobre. De même l'Assemblée législative a annoncé la tenue d'une session marathon pour l'approbation de la nouvelle législation prévue par les accords. On attend également les premières attributions de terre aux anciens combattants du FMLN.

Désormais c'est le président Cristiani qui, tôt ou tard, devra faire face aux groupes de la droite radicale et aux secteurs durs de l'armée, s'il entend être le président de la paix et du pays tout entier. Cristiani devra mettre en oeuvre les recommandations faites par la commission ad hoc en faisant passer aux cadres de réserve plus d'une centaine d'officiers et en continuant de procéder à la réduction des effectifs de l'armée.

Si l'on veut vraiment parvenir à la paix et à une démocratisation irréversible, il faudra passer par une phase sérieuse et profonde d'épuration et de réduction des forces armées. Il appartient à Cristiani de convaincre les milieux extrémistes qu'ils sont les principaux obstacles à la paix et à la démocratie dans le pays.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 375 F - Etranger 420 F - Avion Am. latine: 490 F - USA-Canada-Afrique 460 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441